

1648 SUPPRESSIONS & DGFIP DESTRUCTIONS
PRÉSENTENT

EMMANUEL

LE MAGICIEN

MISE EN SCÈNE

EDOUARD PHILIPPE



Bercy

● DIRECTION BRUNO PARENT

À PARTIR DU 10 octobre 2017
ET EN TOURNÉE DANS TOUTE LA FRANCE

Solidaires
Finances
Publiques 38

CAP sur le démantèlement de la Fonction Publique

L'ouragan Emmanuel va frapper fort !

Certains pourraient croire que le relativement faible niveau de suppressions d'emplois annoncé dans le PLF 2018 constitue un signe rassurant pour l'avenir. Leur optimisme risque pour le moins de se refroidir.

Le Ministre de l'Action et des Comptes publics a été très clair : « *toutes les promesses du candidat Macron seront tenues* ». Le chiffre de 120 000 suppressions d'emplois dans la Fonction publique dont 50 000 (dont la moitié au moins pour la DGFIP) pour le versant État sont donc toujours d'actualité d'ici la fin du quinquennat.

Mais pour atteindre cet ambitieux objectif, il faut d'abord, toujours selon le même individu, dresser un état des lieux des missions : c'est le programme « action publique 2022 ».

Ce plan de transformation sera nourri par :

- les travaux du Comité action publique 2022 (CAP 22),
- le grand forum de l'action publique (enquête en ligne auprès des agents et des usagers),
- cinq chantiers transversaux de transformation.

Dans une lettre de mission du premier Ministre datée du 26 septembre et adressée aux ministres et secrétaires d'État, on peut notamment lire :

« composé de personnalités qualifiée françaises ou étrangères, de chefs d'entreprise, de parlementaires, d'élus locaux et de hauts fonctionnaires, ce comité (CAP22) sera chargé de produire un rapport d'ici la fin du premier trimestre 2018 identifiant des réformes structurelles et des économies significatives et durables, sur l'ensemble des champs des administrations publiques. À cette fin, ce Comité s'interrogera sur l'opportunité du maintien et le niveau de portage le plus pertinent de chaque politique publique. Cela pourra notamment le conduire à proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions. Il identifiera également les chevauchements et les doublons qui sont sources de coûts injustifiés ».

Cette fois, vous n'êtes plus face au discours d'un syndicaliste en manque d'inspiration pour mobiliser ces interlocuteurs, mais bien face au début d'un démantèlement pur et simple de pans entiers de la Fonction publique. Et ne croyez pas que la DGFIP va y échapper !

Alors maintenant, de deux choses l'une : soit nous continuons de rester inertes en espérant que ça tombera sur le voisin, soit, et dès le 10 octobre, nous relevons la tête et nous entrons véritablement en lutte pour empêcher le pire, pour chacun de nous, pour nos collectifs de travail, pour les générations futures.

À vous de choisir et de décider !

Solidaires Finances Publiques appelle quant à lui à la construction d'un mouvement interprofessionnel inscrit dans la durée et, le 10 octobre, tous les fonctionnaires, et ceux de la DGFIP en particulier, à la grève et à participer massivement aux manifestations.